

Publié sur Etats généraux de l'économie sociale et solidaire (<http://www.pouruneautreconomie.fr>)

Accueil > l'Insertion par l'Activité Economique : solidarité et développement économique durable des territoires

l'Insertion par l'Activité Economique : solidarité et développement économique durable des territoires

Par louveau

Créé le 11/05/2011 - 14:18

Soumis par louveau le mer, 11/05/2011 - 14:18

[réseau](#) [1] | [Ile-de-France](#) [2] | [Emploi](#) [3] | [Redistribution](#) [4] | [solidarité](#) [5] | [Travailler, entreprendre](#) [6]

IDENTIFICATION

Je me présente :

réseau

Nom de l'interlocuteur cahier:

louveau

Mail de l'interlocuteur cahier:

delegue.national@chantierecole.org [7]

J'indique ma région:

Ile-de-France

Je définis des mots clés transversaux:

solidarité

Je choisis la porte d'entrée:

Travailler, entreprendre

Je définis des mots clés associés à la porte d'entrée:

Redistribution

Emploi

1. JE M'INDIGNE, NOUS NOUS INDIGNONS

Argumentaire:

alors que plus de 5 millions de personnes sont actuellement sans emploi, sans activité, sans reconnaissance dans une société basée sur le travail et le produit financier que celui-ci procure, près de 4,5 milliards d'euros sont dépensés par l'Etat chaque année pour défiscaliser des heures supplémentaires qui, de toutes façons seraient réalisées et payées

parallèlement, les structures d'insertion par l'activité économique sont petit à petit asphyxiées du fait de limitation budgétaire et du refus par ce même Etat de développer cette réponse pertinente au regard des besoins de nos concitoyens les plus fragiles.

des acteurs entreprenant sur les territoires sont ainsi limités dans leur capacité d'initiative et leur volonté de solidarité

un milliard d'euros investi annuellement par l'Etat dans l'IAE génère l'accueil, le salariat et l'accompagnement de 275 000 personnes exclues du marché de l'emploi

un milliard d'euros investi par l'Etat produit 3,5 milliards d'euros injectés dans les territoires

alors que 4,5 milliards de défiscalisation des heures supplémentaires ne créent pas d'emplois, le doublement des budgets investis vers les SIAE permettrait

- de salarier et accompagner 10% des demandeurs d'emploi actuellement exclus
- de générer près de 7 milliards d'activité économique dans les territoires les plus en difficulté

Synthèse de mon indignation en une seule phrase:

les choix budgétaires de l'Etat en matière de politiques de l'emploi sont défavorables aux personnes exclues du marché de l'emploi et génèrent pauvreté des personnes et des territoires

JE FAIS LA PREUVE, NOUS FAISONS LA PREUVE

Présentation de l'initiative (Quoi ?):

bien que tardivement reconnue par l'Etat (loi de lutte contre les exclusions en 1998 et plan de cohésion sociale en 2005), l'Insertion par l'activité économique (IAE) regroupe quatre principaux outils portés par des structures (SIAE) dont l'objet est l'accueil et l'accompagnement renforcé de personnes exclues temporairement ou durablement du marché de l'emploi

intervenant sur le secteur marchand (E.I., A.I., ETTI) ou non marchand (ACI), plus de 3500 structures accueillent, salarient et accompagnent dans un parcours d'insertion basé sur la mise au travail, plus de 275 000 personnes par année

des études réalisées à l'initiative du CNIAE (conseil national de l'Insertion par l'Activité Economique) en régions Pays de la Loire, Aquitaine, Provence Alpes Côte d'Azur et Franche Comté, ont démontré que l'IAE a un impact économique fort sur les territoires:

- activités non délocalisées
- réduction du nombre de demandeurs d'emploi
- injection de masse salariale dans l'économie locale
- paiement de charges sociales et d'impôts

ainsi, pour un milliard d'euros investis par l'Etat et les collectivités territoriales dans le cadre du budget de l'emploi et en soutien à la création de contrats aidés 'CUI/CAE dans les ACI), ce sont 3,5 milliards d'euros qui sont annuellement générés par les SIAE

soucieuses de construire des parcours d'insertion débouchant sur l'emploi, celles-ci nouent de nombreux partenariats avec les entreprises des territoires dans lesquels elles interviennent. ces partenariats peuvent être ancrés sur plusieurs champs:

- la mise en place de la clause sociale des marchés publics
- la responsabilité sociétale de l'entreprise
- un "sourcing" permanent permettant de répondre aux besoins d'emplois des entreprises

les acteurs des SIAE sont des citoyens porteurs de projets de développement du territoire; à ce titre, de très nombreuses initiatives permettent:

- de renforcer les initiatives liées au développement durable des territoires (filière du recyclage, éco-construction, entretien des espaces naturels, ...)
- de mobiliser les compétences de citoyens acteurs autour des projets et parcours des personnes
- de développer dans le cadre d'ensembliers et de groupements d'économie solidaire, des réponses globales en termes d'insertion et d'emploi durable

Les acteurs (Qui ?):

les Ateliers et Chantiers d'Insertion, sont des actions conventionnées par l'Etat. inscrites dans le domaine non-marchand, ces actions sont majoritairement portées par des structures associatives qui interviennent dans des champs très variés, mais principalement dans les domaines de l'entretien du patrimoine naturel et bâti, l'environnement, le bâtiment, le recyclage...les salariés en parcours d'insertion sont en contrats aidés par l'Etat. une convention collective est en cours de déploiement afin de mieux garantir les droits de tous les salariés des ACI

les associations intermédiaires (AI) interviennent dans la mise à disposition de personnes sur de courtes missions dans le cadre de services aux particuliers et à l'entreprise; fortement implantées en territoires ruraux, elles ont également une fonction d'accueil et d'accompagnement et s'inscrivent souvent dans une approche plus globale de développement des territoires

les entreprises d'insertion (EI) clairement inscrites dans le secteur marchand, elles sont des acteurs économiques souvent de premier plan dans les territoires où elles développent des partenariats permettant de finaliser des parcours d'insertion vers les entreprises traditionnelles

les entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI), dans le champ du travail temporaire, elles mettent en œuvre un accompagnement renforcé pour favoriser l'accès à l'emploi et à l'entreprise. ce sont des acteurs souvent essentiels dans le cadre des clauses sociales des marchés publics.

les groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) dernier outil en date dans la palette des

outils de l'IAE, les GEIQ mettent en place, à l'initiative des entreprises des territoires des parcours d'insertion et de qualification basé sur les contrats de professionnalisation

Données chiffrées:

données DARES 2008

ACI: nombre de structures 1460 / nombre de salariés accueillis : 50 078

E.I.: nombre de structures 989 / nombre de salariés accueillis : 20 493

A.I. / nombre de structures 782 / nombre de salariés accueillis : 129 467 pour 13 457 équivalents temps plein

ETTI : nombre de structures: 225 / nombre de salariés accompagnés : 25 425 pour 5 772 équivalents temps plein:

L'organisation:

les SIAE sont adhérentes à neuf réseaux nationaux de l'IAE dont l'objectif principal est la professionnalisation et l'accompagnement des structures

la plupart de ces réseaux se regroupent pour travailler ensemble sur une vision d'avenir de leur secteur celui-ci pleinement inscrit dans l'ESS se veut un vecteur d'intégration des politiques publiques en matière d'insertion, de cohésion sociale, de formation, de développement économique durable des territoires

ils sont identifiés et joignables à partir du portail de l'IAE : <http://www.portail-iae.org/> [8]

Les jeunes, sujet transversal pourra être abordé par différentes entrées:

les structures d'insertion par l'activité économique sont particulièrement adaptées à l'accueil de jeunes sans qualification. elles offrent à ces jeunes souvent issus de l'échec scolaire une intégration dans l'emploi intégrant l'accompagnement à un projet professionnel et la formation appuyée sur un collectif de travail

JE DÉVELOPPE, NOUS DÉVELOPPONS

Facteurs de succès:

les réseaux ont développé des outils permettant l'accompagnement des acteurs souhaitant développer des actions d'IAE sur le territoire

réseau | Ile-de-France | Emploi | Redistribution | solidarité | Travailler, entreprendre

URL source (Obtenu le 12/05/2011 - 09:52): <http://www.pouruneautreeconomie.fr/?q=fr/node/642>

Liens:

[1] <http://www.pouruneautreeconomie.fr/?q=fr/taxonomy/term/27>

[2] <http://www.pouruneautreeconomie.fr/?q=fr/taxonomy/term/44>

[3] <http://www.pouruneautreeconomie.fr/?q=fr/taxonomy/term/152>

[4] <http://www.pouruneautreeconomie.fr/?q=fr/taxonomy/term/163>

[5] <http://www.pouruneautreeconomie.fr/?q=fr/taxonomy/term/102>

[6] <http://www.pouruneautreeconomie.fr/?q=fr/taxonomy/term/103>

[7] <mailto:delegue.national@chantierecole.org>

[8] <http://www.portail-iae.org/>